

Comment recréer un État de droit au Burundi ?

ENTRETIEN AVEC ALEXIS SINDUHIJE ET
PANCRACE CIMPAYE

Les représentants de la presque totalité de l'opposition burundaise se sont accordés pour constituer un front uni pour ouvrir une nouvelle page de l'histoire du Burundi. Réunis à Addis-Abeba ils ont marqué leur détermination en actant la création du *Conseil National pour le Respect de l'Accord d'Arusha et de l'État de Droit au Burundi (CNARED)* la nuit du 31 juillet au premier août 2015. La Nuit rwandaise donne la parole à l'un de ses porte-parole, Pancrace Cimpaye, ainsi qu'à Alexis Sinduhije, leader en exil d'un principaux partis d'opposition le *Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie (MSD)*

Pouvez-vous vous présenter chacun ?

Alexis Sinduhije : J'appartiens à la tribu des journalistes. C'est cela mon métier. Le journalisme mène à tout. Il m'a mené jusqu'à la politique après de longs débats qui ont duré presque un an. À partir du mouvement social burundais nous avons fondé un parti qui s'appelle Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie (MSD). J'ai l'honneur de diriger ce parti qui est un parti d'opposition. Je peux dire qu'aujourd'hui le MSD est la première formation d'opposition au Burundi même si la presse internationale n'en parle pas. Je pense que c'est le parti qui demain pourrait gagner les élections s'il y avait l'espace d'élections libres, justes et transparentes.

Pancrace Cimpaye : Je suis le porte-parole adjoint du CNARED et membre du MSD. Ce parti s'est donné pour objectif de forger un avenir meilleur pour les Burundais. Le peuple burundais a aujourd'hui plus que jamais besoin d'hommes et de femme capables d'inventer un avenir meilleur parce que jusque là c'est le désarroi.

Pour commencer, pouvez-vous Monsieur Sinduhije revenir sur votre période d'engagement comme journaliste ?

Alexis Sinduhije : Je crois profondément à la liberté d'expression et surtout au débat. Je crois que c'est le socle de toute démocratie. Quand je travaillais comme journaliste, il fallait se battre à la fois pour donner une information indépendante à la population et aussi pour la liberté de donner ces informations.

Le travail que je faisais comme journaliste consistait à donner la parole au citoyen lambda, au citoyen ordinaire pour qu'il explique ses problèmes, les injustices qu'il subit, qu'il vit, et à aller voir les autorités pour demander des explications. Pourquoi le citoyen a ces problèmes ? Pourquoi l'autorité ne les résout-elle pas ? C'était ça ma conception du travail de journaliste. Une conception horizontale. J'ai essayé de renverser la conception verticale du journalisme

institutionnel pour permettre aux citoyens de s'exprimer, de réclamer leur droit et pousser les autorités à prendre en compte les problèmes des citoyens.

J'ai commencé ce travail en 1990, et j'ai fondé un journal indépendant deux ans après. J'ai été obligé de fuir le pays en 1994. Il n'y avait pas de liberté d'expression ; il fallait se battre pour elle. Je suis revenu au Burundi en 1996 et j'ai fondé une radio indépendante avec une ONG américaine. Nous avons fondé ensemble le studio Ijambo (« parole »). Je suis allé aux États-Unis suivre une formation de journalisme et suis finalement rentré au pays en 2000 et j'ai alors fondé la Radio Publique Africaine la RPA. J'ai dirigé cette radio pendant sept ans. Cette radio a été incendiée par le pouvoir il y a une année. Voilà mes années glorieuses de journalisme.

Comment s'est opéré votre passage du journalisme à l'engagement dans l'arène politique ?

Alexis Sinduhije : À un moment donné j'étais convaincu qu'une presse libre pouvait changer les choses dans le pays – j'ai toujours cette conviction –, mais j'ai compris aussi qu'une presse libre à elle seule, si performante soit-elle, ne peut pas changer les choses dans une société dont les autorités refusent le changement et refusent à sa population l'accès à la liberté.

Quand le CNDD est arrivé au pouvoir, j'avais comme tous les Burundais le rêve d'un avenir meilleur. Je me disais : « Enfin, les Burundais vont pouvoir se reposer. Les Burundais vont pouvoir jouir de leur pays. Les Burundais vont pouvoir travailler pour l'avenir d'eux-mêmes. Les Burundais vont avoir une vie meilleure. » Voilà ce que je pensais. J'étais dans le rêve comme tout le monde parce que je pensais que les clivages ethniques venaient d'être dépassés. Hutu et Tutsi venaient de voter ensemble et d'élire un président hutu. Je pensais que cela allait nous amener à faire le travail de nous accepter mutuellement.

Malheureusement j'ai été déçu, quelques mois, et même quelques semaines après l'arrivée au pouvoir du parti CNDD-FDD, que j'avais – je le confesse et l'assume toujours – soutenu. Quelques semaines après les élections, le CNDD-FDD a commencé à persécuter et à tuer des gens. Ils ont organisé des massacres au nord du pays.

Ils ont assassiné une trentaine de personnes dans un camp militaire, parce qu'elles appartenaient à un parti d'opposition le Frodebu.

Plus tard, le pouvoir a organisé un faux coup d'État, fait arrêter et torturer l'ancien vice-président et l'ancien président de la transition et ainsi de suite. Ils ont commencé à persécuter tout le monde. J'ai même découvert qu'il y avait un complot qui prévoyait d'assassiner 22 députés. Pancrace Cimpaye ici présent faisait partie des personnes visées. Et j'ai moi-même été obligé de fuir le pays pour avoir enquêté et démontré que le coup d'État était faux.

J'ai donc été complètement déçu et j'ai compris que la presse à elle seule ne peut pas changer les choses. Je suis donc allé de l'autre côté, pour arriver à créer cette symbiose entre les hommes politiques qui ont un comportement de respect envers la population et une presse qui soit libre. Je voulais permettre cette symbiose, chacun dans son travail, mais pour le bien de la société. Voilà ce qui m'a poussé en politique, ce que je continue à essayer de faire et j'espère toujours y arriver même si je considère aujourd'hui que c'est difficile.

Quelle est la spécificité du MSD dans le paysage politique burundais ?

Le MSD est – j'aime ce terme – un intrus dans la sphère politique burundaise. C'est le seul parti qui vient avec une formulation de la pensée politique. C'est une chose qu'on ne voit pas chez nous. Le MSD est le seul parti qui a produit un texte qui formule un projet de société. Nous nous définissons comme un parti de gauche. Nous

croions aussi à la création d'une machine de production qui permettrait aux Burundais de produire ce qu'ils consomment.

Le premier secteur pour lequel nous produirons le plus d'effort est le secteur agricole, parce qu'il faut que tous les Burundais puissent manger trois fois par jour. Il faut que la nourriture arrête d'être une question, que les gens aient facilement accès à la nourriture. Il faut donc créer cette machine de production qui permettra que le salaire minimum donne la possibilité de se nourrir trois fois par jour.

Le monde étant ainsi fait, nous croyons au secteur privé, même si ce secteur privé doit contribuer à travers les taxes à soutenir ceux qui sont encore trop pauvres et permettre à ceux-ci de se relever. Nous croyons donc au rôle de l'État qui doit toujours être là pour protéger les vulnérables.

La particularité du MSD est que nous discutons des questions relatives au bien-être de la population, à partir des choix économiques jusqu'aux politiques sociales qui permettraient à la population d'avoir plus de droits : notamment le droit à la santé, à l'éducation et aussi droit à la justice. Bâter une justice indépendante est une question centrale.

Voilà en peu de mots ce qui nous différencie des autres partis. Nous considérons que ce qui peut tuer le tribalisme et l'ethnisme sera à la fois d'abord et avant tout le respect des droits de l'homme, la justice et la prospérité économique.

Le paradoxe des accords d'Arusha est d'avoir permis l'arrêt de la guerre civile ethniquement motivée en organisant les institutions selon des quotas ethniques. En pérennisant et en institutionnalisant ces clivages, n'y a-t-il pas un risque de perpétuer les conditions de réactivation de conflit entre citoyens burundais ?

Alexis Sinduhije : Il faut le reconnaître, la société burundaise était anormale et reste anormale aujourd'hui. Nous avons une société

dans laquelle les autorités s'appuient sur l'ethnie pour tuer leur propre peuple. Cette société est donc anormale et quand une société est anormale, les solutions paraissent toujours anormales, illogiques. L'inventeur du vaccin a créé un moyen de vaincre la maladie avec un microbe endormi. Avec une société burundaise malade, on peut dire que l'accord d'Arusha a utilisé un microbe endormi pour contrôler la maladie de l'ethnisme. Pour moi, l'accord d'Arusha est le juste milieu, c'est le microbe endormi. Une fois la société guérie, redevenue normale, on arriverait à un respect des droits de l'homme, une structure de justice naturelle indépendante et à un droit des gens à la prospérité économique. Avec une société comme cela, les quotas disparaîtraient d'eux-mêmes.

Le drame du Burundi aujourd'hui tient à la médiocrité du président Nkurunziza alliée à sa volonté d'accaparement des biens de la nation pour lui-même. La question ethnique se résume à ça : une clique médiocre s'empare du pouvoir, privatise les richesses du pays et se cache derrière un argument ethnique pour mettre de la poudre aux yeux de toute la population. La biologie n'est jamais la politique. Beaucoup s'y sont essayés : la colonisation jouait avec ça, mais même les plus puissants ont compris qu'ils ne pouvaient pas disposer comme cela d'autres peuples.

Quelle est la situation de Nkurunziza aujourd'hui, sa stratégie de mobilisation de l'ethnisme est-elle efficace ?

Pancrace Cimpaye : Nkurunziza vient de passer dix mois à résister contre le monde entier. Sa férocité est sa seule force. Il tue sans pitié ni remord.

Il endeuille et terrorise le peuple burundais. Les exécutions extrajudiciaires se multiplient, les Burundais sont obligés de fuir et ceux qui restent sont en train d'enterrer les leurs. Ce qui renforce Nkurunziza, c'est la peur du peuple burundais. C'est tout.

Alexis Sinduhije : Jusque là, Nkurunziza n'est pas parvenu à convaincre avec sa politique de diviser pour régner. La population hutu a refusé de bouger, de l'aider et de rentrer dans ses combines criminelles. Mais le fait d'avoir fait taire tous les médias indépendants et d'instrumentaliser ceux qui restent pourrait à la longue, s'il dure, lui permettre de récupérer la situation et d'être capable d'organiser des massacres à grande échelle. Aujourd'hui, il n'a pas encore cette capacité. Pour l'heure, il a lancé ses milices qui ont massacré de nombreux Burundais, mais ne pourra pas aller au-delà de ce qu'il a déjà fait.

C'est aujourd'hui qu'il faut faire partir Nkurunziza, l'empêcher d'atteindre cette ligne qu'il cherche à franchir pour faire renaître cette sensibilité ethnique. Il est en train d'aller vers là. Plus le rapport de force sera en sa faveur, plus il se rapprochera de cette ligne.

Pancrace Cimpaye : Contrairement à ce que beaucoup de personnes ont dit, Nkurunziza avait tout prévu dès le départ. Il a mis en place la milice Imbonerakure qui est devenue aujourd'hui plus forte que la police, plus forte que l'armée et il y a aussi sa garde personnelle, l'API. Cette unité entraînée, équipée va dans les hôpitaux achever les manifestants qui sont sur les lits de l'hôpital. C'est cette même unité qui humilie les généraux devant les caméras. Aujourd'hui, Nkurunziza dit que le caporal peut piétiner le général, mais il oublie qu'il est en train de détruire sa propre armée.

La milice Imbonerakure et la garde présidentielle rapprochée sont les deux composantes du pouvoir. À ces deux composantes s'ajoutent les FDLR qui sont présents au Burundi. Ce sont ces trois entités qui sèment la désolation à travers tout le pays.

Les FDLR sont-ils présents de manière anecdotique ou massive ? Où sont-ils ?

Pancrace Cimpaye : Malheureusement, dans la situation actuelle, il est impossible d'aller enquêter et faire un décompte, mais les sources qui sont proches du cercle du pouvoir – parce qu'heureusement, il y a des défections, il y a la fronde – rapportent avec force détails, la présence d'éléments étrangers aux corps des éléments de défense de la sécurité.

Alexis Sinduhije : Toutes les ambassades sont informées de cette présence. Tout le monde le sait, connaît les noms, les grades, combien participent aux opérations de nettoyages et de massacre. À Bujumbura, il y en a au moins deux cents qui sont intégrés à la machine de répression. Deux cents, cela veut dire deux compagnies. À Gitega, au centre du pays, il y en a une centaine. Vers le nord, à Ngozi, Kayanza et Muzinga, il y en a encore deux cents. Ils sont également dans la garde présidentielle, on connaît certains noms, mais je ne saurais dire leur nombre. Ce n'est pas de la fiction. Ils ont même rapatrié leurs armes du Congo en les faisant passer par le lac Tanganyika. Les armes ont été convoyées par les autorités congolaises. Je ne suis pas en mesure de dire que l'ensemble du contingent FDLR est passé au Burundi, mais une grande partie des armes a été déplacée du Congo au Burundi. Une personne qui s'appelle Ephrem Nyemazi, qui est l'un des chefs militaires des FDLR assure la liaison entre Nkurunziza et les autres chefs militaires des FDLR.

Pancrace Cimpaye : Au-delà des effectifs, il suffit de décoder le langage qui est utilisé par certains responsables politique du CNDD-FDD, notamment le porte-parole du parti. C'est un langage qu'on a entendu à Kigali à la veille du génocide. C'est un langage auquel les Burundais ne sont pas habitués. On sent que, quelque part il y a un laboratoire, une tête pensante, un think tank qui insuffle ce nouveau langage. Le peuple burundais n'est pas habitué à de telles attaques verbales. Nkurunziza appelle publiquement à la vindicte populaire, à la confrontation ethnique, il fait l'apologie de la haine ethnique dans

des communiqués. De tels dérapages verbaux rappellent ceux qu'on avait entendus en 1994 au Rwanda.

Dans cette période que vous évoquez, les Français étaient présents au Rwanda. Concernant la présence française au Burundi, on sait qu'il y a eu des accords de coopération concernant la formation de la police et de la gendarmerie. L'expérience nous fait pressentir que ce genre de coopération ne présage rien de bon. Avez-vous des informations à ce sujet ? Quel est votre sentiment ou votre analyse de la situation.

Pancrace Cimpaye : Le sentiment que j'ai est que, comme à la veille du génocide de 1994 au Rwanda, nous sentons une communauté internationale qui est presque au balcon, qui est impuissante. Il suffit de voir le ballet diplomatique auquel on assiste depuis ces derniers temps. Le conseil de sécurité se déplace – toute l'équipe – le secrétaire général des Nations unies vient à Bujumbura, quatre chefs d'États africains font également le déplacement. Nkurunziza leur dit « allez vous faire voir ». Alors qu'avant, on avait promis une force africaine de cinq mille hommes, cette perspective n'est plus à l'ordre du jour, on n'en parle plus, alors qu'une mission des droits de l'homme allait être dépêchée sur place pour évaluer la situation, Nkurunziza s'est offert le loisir de leur refuser des visas d'entrée. On sent qu'à part l'Union européenne, qui a déjà pris des sanctions économiques, les autres partenaires laissent passer.

Lorsqu'en 1996 Buyoya a fait un coup d'État, on lui a imposé un embargo économique total et il a été obligé de négocier et cela a rendu possibles les accords d'Arusha. Aujourd'hui, on ne sent pas la même fermeté contre Nkurunziza. Il y a même des pays comme la Chine, la Russie, certains pays africains, qui se permettent de bloquer toutes les résolutions contre son régime. Nkurunziza est en train de jouer avec cette impuissance de la communauté internationale.

Est-ce que l'embargo et la cessation de toute aide seraient une solution ?

Pancrace Cimpaye : En dix ans, Nkurunziza est devenu l'un des hommes les plus riches du continent. Sa fortune est estimée à quelque cinq cents millions de dollars. Si cet argent avait été donné à qui de droit c'est-à-dire au peuple burundais, est-ce que le peuple burundais serait dans une misère chronique. Parce que l'aide qui est octroyée au peuple burundais est détournée presque en totalité. Il suffit de contacter les opérateurs économiques et les investisseurs qui sont allés à Bujumbura pour savoir que Nkurunziza exige systématiquement une quote-part, au point que les investisseurs décident souvent de repartir et d'investir ailleurs. Aussi longtemps qu'un club des vautours sera à la tête du Burundi autour de Nkurunziza, aucune aide ne bénéficiera au peuple. C'est pourquoi je réponds à votre question en disant qu'il faut fermer tous les robinets, jusqu'à ce que Nkurunziza soit asphyxié et qu'il n'ait plus les moyens de massacrer son peuple.

Quelle est la situation de l'opposition politique et de l'opposition armée à Nkurunziza aujourd'hui ?

Pancrace Cimpaye : Le CNARED depuis sa création en août dernier ne cesse de demander une table des négociations avec le pouvoir. Malheureusement, comme je le disais, quand le conseil de sécurité s'est déplacé à Bujumbura il demandait le déploiement d'une force africaine. Nkurunziza a dit « non ! j'ai une commission chargée du dialogue. Ça me suffit amplement. L'opposition qui est à l'extérieur est composée de putschistes. Je ne veux donc pas de ce dialogue avec elle.

Entre-temps, Nkurunziza continue à massacrer le peuple burundais. Il continue à emprisonner les gens. Il continue à contraindre à l'exil. Aujourd'hui deux cent soixante mille Burundais ont été contraints de s'exiler, plus de six mille sont emprisonnés et plus de mille ont déjà été tués. Face à l'impuissance de la communauté internationale,

face à ce bain de sang et à l'impossibilité de tout dialogue, les Burundais vont à un moment décider de se défendre eux-mêmes parce qu'il sont abandonnés à leur sort. Nkurunziza est le mieux placé pour savoir ce qui se passe dans ce genre de situation. Face à la tyrannie, même la Déclaration universelle des droits de l'homme autorise le peuple à se révolter et à se défendre.

Alexis Sinduhije : La décision de prendre les armes n'est jamais une décision facile. Ce n'est pas une finalité en soi. Mais parfois, c'est un passage obligé pour faire accélérer l'histoire. Je pense que dans la situation actuelle, les Burundais ont épuisé toutes les étapes : ils ont demandé un dialogue, Nkurunziza a refusé et ça n'a jamais eu lieu.

Ils ont demandé des élections libres, transparentes. Ils ont demandé le droit de perdre face à lui ; Nkurunziza a refusé. Les partis politiques lui ont même dit qu'ils étaient prêts à lui laisser la présidence, même si ce troisième mandat est illégal, pour autant qu'il accepte des élections libres indépendantes et justes au niveau des élections communales et des élections législatives. En manifestant, et même par une tentative de coup d'État, ils ont démontré qu'ils n'étaient pas d'accord avec le pouvoir. Ils ont tout fait. Or ils ont récolté la mort. Nkurunziza les a massacrés. Ce qui leur reste aujourd'hui, c'est ce droit de recourir à la force pour se défendre. Même s'il y a une forme de messianisme mondial de force pacifique, en face des monstres on ne peut pas réagir par le pacifisme. On le voit démontré aujourd'hui les gens ont tout fait, tout accepté, mais ils n'ont récolté que tueries et massacres. Il ne leur reste rien. Avec peu de moyens, ils se battent au prix d'une mort digne pour se protéger.

La rébellion armée a-t-elle les moyens d'exercer autre chose qu'une opposition symbolique ?

Alexis Sinduhije : Je ne sais pas répondre. J'éprouve de la sympathie pour ces opposants, mais je ne suis pas dans leurs décisions, ni dans leur organisation, ni dans leur commandement. Je

salue leur courage, leur audace. Mais ce qu'ils font, comment ils s'organisent, je ne le sais pas. Je pense qu'ils ne sont pas idiots, qu'ils nouent des alliances, qu'ils essayent d'affaiblir le gouvernement et ses forces de sécurité en interne, qu'ils essayent de rencontrer des personnalités de la sous-région pour avoir des soutiens, mais l'essentiel du conflit sera interne, l'expression de cette guerre c'est la résistance interne : c'est les gens qui quittent l'armée, c'est convaincre les gens de quitter la police, c'est perdre des batailles, se calmer et reprendre.

Ils ne sont pas stupides, ils sont déterminés et vont continuer à combattre Nkurunziza.

Que pouvez-vous dire des grenades qui éclatent contre des civils ?

Pancrace Cimpaye : Quand on examine ces attaques à la grenade contre la population civile, on voit que ce sont des attaques minutieusement pensées qui sont toujours en rapport ou en marge d'une visite diplomatique de la communauté internationale. À y regarder de près, on voit qu'il s'agit de manœuvre du pouvoir pour discréditer ou disqualifier la résistance armée et obliger à conclure que ce sont des actes terroristes de gens qui jettent des grenades n'importe où. Mais les résistants armés qui luttent pour un État de droit ne peuvent pas se permettre de lancer des grenades sur des civils au risque de ternir leur image. À qui profite des crimes comme ceux – là ? Ils ne peuvent que profiter au pouvoir de Nkurunziza. C'est aussi simple et on ne peut que conclure que les auteurs de ces crimes qui discréditent la résistance armée ne peuvent être que Nkurunziza et son équipe.

La résistance a commencé dans la rue et c'était une première que les manifestants ne brisent rien ni ne volent personne. C'est dire que là, il y avait un objectif bien précis celui de protéger le civil, celui de s'attaquer au pouvoir autocratique en place. Si on choisit de ne pas

voler, on ne peut se permettre le luxe de perdre l'estime de la population en attaquant des civils à la grenade.

Quelle est la situation du CNARED aujourd'hui ?

Pancrace Cimpaye : N'en déplaise au pouvoir, le CNARED est en pleine santé aujourd'hui. Un seul médium à lancer la nouvelle d'une division du CNARED. C'était clairement une manœuvre télécommandée du pouvoir.

Le CNARED qui est né à Addis-Abeba, la nuit du 31 juillet au premier août 2015 est un mouvement citoyen qui regroupe beaucoup de partis politiques, beaucoup de personnalités qui ont dirigé le Burundi et certains membres de la société civile. C'est une plateforme créée pour réunir les conditions d'une alternative à Nkurunziza. Il y a des courants et sensibilités différents et c'est logique dans un mouvement qui réunit une vingtaine de partis politiques. Certains sont de gauche, d'autres de droite, mais pour sauver le Burundi chacun a fait les concessions nécessaires pour se retrouver dans une même plateforme. Sur le continent africain, je crois que c'est une première. L'objectif du CNARED est contenu dans sa dénomination : « Conseil National pour le Respect de l'Accord d'Arusha et de l'État de Droit au Burundi ».

Il s'agit de remettre à l'honneur l'esprit et la lettre de l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi et surtout ramener un État de droit au Burundi. Évidemment avec le troisième mandat illégal de Nkurunziza et ses conséquences dramatiques il est clair que le CNARED a pour objectif le départ de Nkurunziza et pour le CNARED cela se passe autour d'une table de négociations. Le CNARED appelle de tous ses vœux une rencontre avec Nkurunziza afin de négocier ces deux aspects. Pour se défendre Nkurunziza a mis les membres du CNARED sur une liste d'Interpol, puis dans une tentative de diviser le CNARED, il a levé cette mesure pour une quinzaine de personnes. En distinguant des

bons et des mauvais, il cherche à faire imploser le CNARED, mais ça ne marche pas.

Alexis Sinduhije : L'objectif est de faire partir Nkurunziza et le CNARED le fera par le dialogue et la négociation. Mais au-delà de ce départ, l'objectif est de mettre en place un gouvernement de transition. Ce gouvernement de transition aura pour mission d'organiser les élections et de stabiliser le pays. Je dois dire que malgré tout le discours qui prétend que nous sommes divisés et ne pouvons pas être ensemble, nous nous sommes déjà mis d'accord sur ces points-là et même sur les catégories à partir desquelles sera choisi le futur président de la transition. Nous sommes dans un même bateau et nous en sommes conscients.

ENTRETIEN RÉALISÉ À BRUXELLES, LE 9 MARS 2016